

## Report des élections : le pouvoir lâche du lest

RFI, 18-05-2015 Burundi : gouvernement et CÃ©ni n'excluent plus un report des Ã©lections Au Burundi, l'opposition et la sociÃ©tÃ© civile avaient demandÃ© depuis plusieurs semaines un report des communales et lÃ©gislatives du 26 mai, notamment en raison des manifestations contre le troisiÃ©me mandat de Pierre Nkurunziza qui paralysent la capitale Bujumbura, et aussi de la tentative de coup d'Ã©tat de mercredi. Le pouvoir et la commission Ã©lectorale y avaient opposÃ© une fin de non-recevoir jusqu'ici, mais depuis il y a eu les pressions de la communautÃ© internationale. De quoi les faire changer d'avis.

Deux des principaux contributeurs, la Belgique et la Suisse, ont annoncÃ© la suspension de leur aide. L'Union europÃ©enne, premier contributeur, serait dans le mÃªme cas, mÃªme si elle ne l'a pas annoncÃ© officiellement et sa mission d'observation Ã©lectorale vient de dÃ©clarer que les conditions n'Ã©taient pas rÃ©unies aujourd'hui au Burundi pour des Ã©lections libres et transparentes. Difficile dans ces conditions de ne pas lâcher du lest, et aprÃ©s le gouvernement, c'est au tour de la CÃ©ni d'envisager un report des Ã©lections dont le premier scrutin doit avoir lieu dans une dizaine de jours. « On essaie d'Ã©valuer la situation pour voir ce qu'il faut faire », indique son porte-parole Prosper Ntahorwamiye. L'idÃ©e de faire glisser le calendrier pour les Ã©lections communales et des dÃ©putÃ©s n'est pas exclue. La dÃ©cision est prise cette semaine, mais il ne fait plus guÃ©re de doute qu'on s'achemine vers un report de quelques semaines pour Ã©viter toute vacance du pouvoir. En attendant, le gouvernement burundais a prÃ©vu un plan d'aide pour financer ces Ã©lections, comme le prÃ©sident Pierre Nkurunziza l'a annoncÃ© vendredi dans un message Ã la nation : « Pour que les Ã©lections se déroulent normalement, il est nÃ©cessaire que tous les citoyens de ce pays contribuent trÃ©s rapidement Ã l'organisation des Ã©lections. Toutefois, nous demandons Ã la communautÃ© internationale de rester auprÃ©s du Burundi car si elle ne nous aide pas, elle aura ouvert la voie au chaos qui ne peut profiter qu'Ã ceux qui veulent prendre le pouvoir par la force », a dÃ©clarÃ© Pierre Nkurunziza. Mais la fin du message Ã©voque un nouvel appel Ã l'aide lancÃ© Ã la communautÃ© internationale.